

505 L H Hh8/13

91h3

(19h3-hh)



Traité pour la délivrance de facilités de  
circulation aux services de la Défense passive

C.A. 6.10.43	11	VII
C.A. 23. 2.44	7	Qd b)

Traité pour la délivrance de facilités de circulation aux Services de la Défense Passive



Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 23 février 1944

Questions diverses

- b) Modification au traité pour la délivrance de facilités de circulation aux Services de la Défense passive.

P.V. (p.3)

M. LE PRESIDENT rappelle que le Conseil a approuvé, le 6 octobre 1943, un traité à passer avec le Ministère de l'Intérieur pour la délivrance de facilités de circulation aux Services de la Défense Passive.

Le projet de traité alors présenté prévoyait notamment la délivrance de 17 cartes pour les Inspecteurs Régionaux et de 86 cartes pour les Inspecteurs Départementaux. Mais les Services de la Défense Passive viennent de faire savoir que les fonctionnaires en cause ont chacun un adjoint qui doit être muni également d'un titre de circulation et demandent que le nombre des cartes de l'espèce soit porté respectivement à 34 et 172.

Le Conseil approuve cette modification.

Notes de séance (p.7)

M. LE PRESIDENT. - Le Conseil a approuvé, le 6 octobre 1943, un traité à passer avec le Ministère de l'Intérieur pour la délivrance de facilités de circulation aux Services de la Défense Passive.

Ce traité prévoyait notamment la délivrance de 17 cartes pour les Inspecteurs Régionaux et de 86 cartes pour les Inspecteurs Départementaux, moyennant un abatement de 30%. Mais les Services de la Défense Passive viennent de faire savoir que ces chiffres résultent d'une erreur et que, les fonctionnaires en cause ayant chacun un adjoint qui doit être muni d'un titre de circulation identique, le nombre des cartes de l'espèce doit être porté respectivement à 34 et 172.

Je vous propose de donner satisfaction à cette demande.

Le Conseil approuve cette modification.

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

## CABINET DU PRÉSIDENT

Le Conseil d'administration a approuvé  
le 6 oct. 1943 un projet de traité comportant la  
délivrance au Service de la Défense Locomotive de :

- 17 cartes d'inspection législatives
- 86 cartes d'inspection départementales

Le traité a été approuvé par l'Autorité  
Supérieure. Mais, etus que le Service se disposait  
à le transmettre à la signature, il nous a été avisé  
de ce que c'est par erreur que la Défense Locomotive  
nous avait demandé les 17 + 86 cartes, et que, les  
factureurs de ce service ayant chacun un dépôt qui  
devait être muni d'un tel certificat, le nombre de cartes  
à délivrer serait à doubler, soit :

- 34 cartes d'inspection législatives
- 172 cartes d'inspection départementales.

Le P.V. du Conseil ne précise pas le nombre  
de cartes à délivrer. Néanmoins, les chiffres lui ont  
été donnés dans la note.

Il en va de même, pour être certains,

MAISON  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
CABINET DU PRÉSIDENT  
Mais qu'il serait préférable de dire au lieu de  
cette modification le 23 en vertu de l'ordre du  
jour, la nouvelle approbation devant être placée,  
ensuite, au Département des Communications et des  
Finances.

21. 2. 114

Slous

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

le 11 FEV 1944 19

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Sa  
94 - b - n° 21

RÉFÉRENCE A RAPPELER:

94 N° 4.584

## NOTE

pour Monsieur CLOSSET

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'au moment de soumettre à la signature de M. le Président le projet de Traité pour délivrance de cartes de circulation aux Services de la Défense Passive, dûment approuvé par l'Autorité Supérieure, j'ai été avisé par communication téléphonique du Directeur de la Défense Passive que ce Service nous a demandé par erreur 17 cartes d'Inspecteurs Régionaux et 86 cartes d'Inspecteurs départementaux, au lieu de 34 et 172 réellement nécessaires, ces fonctionnaires ayant chacun un adjoint qui doit être muni d'un titre identique.

Etes-vous d'avis, sans revenir devant le Conseil d'Administration, de soumettre à l'approbation des Ministères des Communications et des Finances un nouveau projet tenant compte de cette modification, après ~~avis~~ *accord* conforme de M. le Président ?

Votre bien dévoué,  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT,

*Weym*



Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 6 octobre 1943

---

QUESTION VII - Traité pour la délivrance de facilités de circulation aux Services de la Défense Passive.

P.V. (p.3) Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve la traité, passé dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges.

Sténo (p.11).--

M. LE PRESIDENT..- Ce traité prévoit la délivrance de 86 cartes nominatives pour les Inspecteurs départementaux, valables dans le département, de 17 cartes nominatives pour les Inspecteurs régionaux, valables dans la Région Economique avec accès à Paris, de 3 cartes nominatives à parcours général, valables sur l'ensemble du territoire, destinées aux 3 Inspecteurs généraux; enfin, d'une carte nominative à parcours général aux noms de 2 membres du Cabinet du Directeur. La réduction prévue est de 30 %. Ce traité est analogue à celui qui a été passé pour les Services de la Police auxquels il semble que les services de la Défense Passive peuvent être assimilés.

Le Conseil approuve le traité.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Conseil d'Administration

---

Séance du 6 octobre 1943

---

VII - Traité pour la délivrance de facilités de circulation  
aux services de la Défense Passive.-

*Pr2*

*1*

*appr*



SOCIETE NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

-----

Projet de Traité avec le Ministère de l'Intérieur pour la  
délivrance de cartes de circulation aux Services  
de la Défense Passive

-----

En raison des circonstances, les Services de Défense Passive au Ministère de l'Intérieur ont été complètement réorganisés.

Il vient notamment d'être créé, à la Direction de la Défense Passive, un cadre d'Inspecteurs Régionaux et départementaux chargés de coordonner et d'animer les divers Services régionaux, départementaux et municipaux actuellement chargés des questions de Défense passive sur le territoire national.

Ces Inspecteurs sont placés sous l'autorité de trois Inspecteurs Généraux attachés au Cabinet du Directeur de la Défense Passive.

Ce personnel est naturellement astreint à de nombreux déplacements et son Directeur nous a exprimé le désir de conclure un Traité avec la S.N.C.F., aux mêmes conditions que les Ministères de l'Intérieur et des Finances, en vue de les munir des cartes de circulation nécessaires.

Les nombreuses relations entretenues par la S.N.C.F. avec les Services de Défense Passive pour la protection de son personnel et de son Réseau justifient une semblable Convention au regard de l'article 23 du Cahier des Charges.

La demande qui nous est présentée porte sur :

1°- 17 cartes nominatives (1ère classe) pour les Inspecteurs régionaux, valables dans la Région Economique avec accès à Paris,

2°- 86 cartes nominatives (1ère classe) pour les Inspecteurs départementaux, valables dans le département,

3°- 3 cartes nominatives (1ère classe) à parcours général, destinées aux 3 Inspecteurs Généraux devant circuler sur l'ensemble du territoire,

4°- Une carte nominative (1ère classe) à parcours général

aux noms de deux Membres du Cabinet du Directeur, et utilisable par l'un ou par l'autre de ces fonctionnaires - cette carte devant remplacer une carte primitivement demandée sous la forme impersonnelle.

Une réduction de 30 % serait accordée sur les tarifs normaux, comme nous l'avons fait pour les Services de Police et, tout récemment encore, dans des circonstances semblables pour le Service Interministériel de protection contre les événements de Guerre rattaché au Ministère de l'Intérieur.

Les cartes régionales seraient décomptées pour 2 à 4 zones, suivant l'importance territoriale des Régions, et les cartes départementales pour une étendue moyenne de 250 km par département, forfait déjà adopté pour l'Administration des Finances qui reçoit des cartes de cette nature.

Sur ces bases, il reviendrait annuellement à la S.N.C.F. une somme de 924.000 fr.

J'ai l'honneur de prier M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet de Traité ci-joint avec le Ministère de l'Intérieur pour la délivrance de cartes de circulation à la Direction de la Défense Passive.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

# T R A I T É

## ENTRE :

Le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, agissant au nom de l'Etat,

d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de fer français, dont le siège est à Paris, 88, rue St-Lazare, représentée par M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et M. GRIMPRET, Vice-Président du Conseil d'Administration

d'autre part,

Vu les articles 17 et 22 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Vu l'article 16, § d, du décret-loi du 12 novembre 1938.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1er

La Société Nationale des Chemins de fer Français mettra à la disposition du Ministre de l'Intérieur, pour les besoins de la Défense Passive :

1°- Trois cartes nominatives à parcours général (1ère classe) aux Inspecteurs Généraux de la Direction de la Défense Passive,

2°- Une carte nominative à parcours général (1ère classe) aux noms de deux Membres du Cabinet du Directeur de la Défense Passive, utilisable par l'un ou par l'autre de ces fonctionnaires,

3°- 17 cartes nominatives (1ère classe) pour les Inspecteurs régionaux de la Défense Passive, valables dans la Région Economique avec accès à Paris;

4°- 86 cartes nominatives (1ère classe) pour les Inspecteurs départementaux de la Défense Passive, valables dans le département.

### Article 2

Après accord entre les parties sur la période d'utilisation de ces cartes, le Ministère de l'Intérieur versera à la S.N.C.F., pour chaque carte, une somme représentant la valeur d'un abonnement en 1ère classe sur les parcours correspondants, au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec un abattement de 30 %.

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chaque semestre.



Les cartes de circulation prévues au présent traité seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle imputable au Ministère de l'Intérieur, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France, courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise de la facture correspondante.

### Article 3

La réduction consentie par le présent Traité tient compte des relations que les Services de Défense Passive entretiennent avec la S.N.C.F. et de la collaboration qu'ils s'engagent à lui assurer, notamment pour la protection de son personnel et de son réseau.

### Article 4

La présente Convention expirera le 31 décembre 1943. Elle sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction, chaque partie se réservant le droit de la faire cesser au 31 décembre d'une année quelconque, en prévenant l'autre au moins trois mois à l'avance.

Elle sera établie sur papier non timbré et enrégistrée gratis, par application de l'article 1er du décret du 13 octobre 1939.

Fait à Paris, en triple exemplaire, le

Le Chef du Gouvernement  
Ministre Secrétaire d'Etat à  
l'Intérieur,

Pour la Société Nationale des  
Chemins de fer français,

Le Président  
du Conseil d'Administration,

Le Vice-Président  
du Conseil d'Administration,